

Membres du Bureau national présents : Claudine Lepage (présidente), Gérard Martin (secrétaire général), Michèle Bloch (trésorière), Philippe Moreau (vice-président), Chantal Picharles.

Membres du Bureau excusés : Mehdi Ben Lahcen, Stéphane Mukkaden.

Sénateur présent : Jean-Yves Leconte.

Permanents présents : Isabelle Chardonnet et Simon Holpert.

La séance est ouverte à 10h00 par le Secrétaire général, Gérard Martin

♦ **Approbation du CR du BN de novembre 2017**

Compte tenu des changements qui ont été apportés lors de sa rédaction, le compte-rendu est approuvé.

♦ **Point financier**

. **Subvention du MEAE** : nous avons des assurances qu'elle nous soit accordée au même niveau que l'an dernier.

Les comptes 2017 sont en cours de finalisation Sous réserve des dernières écritures, l'année budgétaire se terminerait sur un déficit de l'ordre de 35 000€ conforme à ce que nous avons annoncé lors de l'AG d'août 2017 qui avait pris acte de la baisse de la subvention du MEAE (-5000€) et accepté l'augmentation du budget communication en vue d'améliorer notre notoriété (+29%. Maquette du magazine, site internet, présence au Forum Expat envois aux sections de matériel publicitaire).

Nous avons eu à assumer aussi la baisse des contributions des parlementaires : Pierre-Yves Le Borgn' en mai, Christophe Prémat en février : -3 600€.

Pour 2018 nous avons présenté un budget prévisionnel de 277 850€, pour le tenir, l'idée de déménager fait son chemin et le BN va chercher de nouveaux locaux moins onéreux dans le 15^e, 14^e, 13^e. Le déménagement ne serait intéressant que s'il nous fait économiser au moins 10 000 euros annuellement.

. Richard Alvarez, condamné à trois reprises dans son action contre l'association s'est engagé à verser le reliquat de la somme qu'il doit encore à l'association : il a déjà versé 3000 euros et doit encore 2264 euros. Gérard n'a pas ménagé ses efforts pour obtenir réparation.

. Les sections organisatrices de l'université Asie demandent 525 euros d'aide : satisfaction est donnée par le BN.

♦ **Communication**

- L'accueil du numéro 192 est positif. Geneviève Jacques de la Cimade est très contente du rendu de son interview
- Fdm 193 (sur les femmes) sera envoyé à l'imprimeur cette semaine.
- Relayer « les idées pour développer le français » (de l'Institut Français) sur site et facebook

- Claudine Lepage trouve que notre site manque de « francophonie » ; nous allons relayer la journée de la francophonie de mars et publier des articles sur des écrivains et films francophones en mars et avril.
- Les thèmes des prochains magazines qui ont été proposés par mail aux membres du bureau sont acceptés et seront présentés lors du CA de mars.
- Le Colloque que souhaite organiser Claudine Lepage sur le droit de la famille à l'étranger – pourrait recouvrir des thèmes et méritent d'être traités : PMA – GPA – adoption internationales – droits de la famille – divorce – mineurs non accompagnés. Claudine demandera à Laurence Rossignol de clôturer le colloque.
- Les trophées des Français de l'étranger : Claudine sera à la sélection
- Droits de l'homme – Simon travaille avec Florence Baillon et Florian Bohême.
- Solidarité Laïque – nous aurons un article de Jean-Louis Sabatié sur les actions en Haïti. La section de Colombie sera mise en relations avec Solidarité laïque sur un projet en cours.
- Forum expat des 5 et 6 juin prochain – nous y participerons si nous recevons une offre de tarif très préférentiel que va renégocier Michèle Bloch.

♦ CFE

Jean-Yves Leconte fait le point sur la réforme attendue de la CFE. La réforme concerne le fonctionnement de la Caisse : cotisations et remboursement. Le conseil d'administration aura plus de marge de manœuvre pour mettre en œuvre les décisions. Un changement est nécessaire notamment pour attirer les jeunes actifs. Le vote doit avoir lieu la semaine prochaine. Claudine et Jean-Yves remarquent que le timing n'est pas bon dès lors que la réforme attendue de l'AFE aura des implications sur la réforme de la CFE.

♦ L'avenir de l'AFE

Sur le fond de cette réforme nous ne savons pas ce qui est mis en cause. Nicolas Warnery avait évoqué la suppression des Conseillers consulaires à la session de l'AFE de septembre dernier.

Comme la réforme de 2013, cette réforme sera imposée.

Le bureau remarque que les conseillers consulaires ont apporté de la proximité et que si leur nombre est diminué on perdra en proximité ce qui est dommageable pour les Français de l'étranger.

Philippe Moreau CC fait remarquer qu'il travaille quasi bénévolement : il faut aller à la rencontre des gens qu'on représente et les déplacements sont à ses frais. Dans son secteur (Allemagne) il y a 6 conseillers qui sont tous nécessaires.

Jean-Yves Leconte fait remarquer que si l'AFE est supprimée les conseillers seront isolés et ne pourront faire remonter à Paris leurs questions, dossiers, etc. le système perdra en démocratie.

Philippe Moreau fait remarquer que l'AFE est écoutée poliment, que c'est la même chose lors des comités consulaires. Le seul pouvoir est de passer par les parlementaires.

Jean-Yves fait remarquer les parlementaires ne font pas un travail de proximité comme les conseillers et qu'ils n'ont pas à le faire. Il fait remarquer que depuis l'élection des députés des Français de l'étranger, l'AFE a beaucoup perdu de sa respectabilité : il faut donc la lui redonner.

Claudine Lepage se pose la question de la viabilité de l'AFE. Le conseiller représente sa circonscription, il n'a pas de compétence régionale et de toute façon il n'en a pas les moyens.

Jean-Yves – diminuer le nombre de CC // élire des conseillers avec des compétences régionales.

Soit on perd la proximité, on a une assemblée non démocratique. Il faudrait pour les élections une seule liste par circonscription avec les candidats CC et les candidats AFE.

Sur le plan politique ce n'est pas REM qui décide de tout. La droite a la capacité de faire évoluer les choses. Il fait remarquer que le nombre de sénateurs pourrait être divisé par 2 et que Frassa, qui est largement consulté par Larcher, veut la mort de l'AFE.

Le 31 janvier prochain, Claudine, Gérard, Mehdi, (et Monique Dejeans, Cecilia Gondard et Daniel Colas) ont rendez-vous au ministère pour une concertation sur l'AFE : ils défendront l'AFE et demanderont que les élus aient des compétences régionales et soulignerons l'importance du lien de proximité des Conseillers consulaires avec les Français.

Jean-Yves fait remarquer que depuis que les sénateurs ne participent plus aux commissions de l'AFE, pour éviter le clientélisme, ils ne connaissent pas les conseillers et travaillent non pas avec eux mais en parallèle, voire en concurrence.

Chantal Picharles : le conseil économique, social et environnemental (CESE) est la 3^è institution de la république, on pourrait y envisager une représentation des Français de l'étranger, en complément de la représentation actuelle : AFE et Conseillers Consulaires.

Claudine : le CESE travaille avec des administrateurs, des énarques. Travail très sérieux. Le travail se fait par consensus.

Jean-Yves : Le Drian n'a jamais reçu les parlementaires des Français de l'étranger (ils avaient été reçus par les gouvernements précédents).

Chantal Picharles s'inquiète de l'avenir de l'AEFE si le projet Macron plutôt libéral est mis en place.

Michèle Bloch pense que tout converge vers une diminution du rôle de l'AEFE « qui doit s'être réformée avant 2020 » mais pas vers sa suppression. Elle évoque le Conseil d'administration de la MLF auquel elle a assisté et durant lequel il a été dit que l'intérêt du Ministre de l'éducation nationale pour l'international était certain et l'écoute au sujet des détachements positive ce qui n'empêche que la baisse du nombre de titulaires ne sera pas remise en cause.

Le président de la MLF s'est satisfait de la signature d'un nouveau protocole d'accord avec l'AEFE qui exclut toute concurrence. Le Président de la MLF estime qu'il faut aller vers une amélioration du modèle proposé pour faire face à la concurrence d'autres systèmes scolaires (essentiellement anglo-saxon qui se développe sur la base de franchises d'établissements privés et de la reconnaissance croissante de ses diplômes, mais aussi tenir compte de la réalité des systèmes scolaires nationaux qui progressent de façon lente mais amorcée. Ce qui se fait par une libération des initiatives privées avec soutien des États. De plus ils s'inspirent souvent de notre système scolaire et sont moins chers.

Jean Yves intervient sur la suppression de postes fait de manière « sauvage » : certains proviseurs ne signalent pas à l'agence les personnes en fin de mission pour que l'agence ne supprime pas le poste. Par exemple à Istanbul 4 titulaires sont partis en retraite ils n'ont pas été remplacés ; Certaines suppressions ne sont pas remplacées par du personnel local.

Gerard fait savoir que, selon ses infos, il n'y a pas de volonté de diminuer les postes de titulaires à l'avenir, mais d'opérer un redéploiement de manière à les placer là où le manque de ressources

humaines qualifiées sont introuvables en matière de recrutement local.

♦ **Point sur les sections**

- **Annaba** : Gérard Martin dit qu'il faut contraindre la section à organiser une AG et à intégrer ceux qui veulent adhérer et qui ont été refusés localement si bien qu'ils ont envoyé leur adhésion à Fwad lequel les a envoyées au siège. Le BN convoquera une AG avec l'ordre du jour (le consul général a déjà proposé le lieu). Si cette AG n'a pas lieu la section sera supprimée.

Les adhésions envoyées par Fwad vont être enregistrées au siège et communiquées ensuite à la section.

Zoubeida Mecheri doit suivre la procédure définie dans nos statuts et contester la radiation d'exclusion pour insulte.

Au regard de nos statuts, le Bureau national va présenter la demande d'exclusion de Smail Abdeladim compte tenu des propos tenus dans son message à l'égard du Secrétaire général.

- **Tokyo** – Le point de départ c'est la dernière AG qui est contestée par Matthieu Séguéla. En effet il y a des incohérences dans l'organisation de cette AG. Le bureau l'a reconnu.

Gérard Martin a proposé une rencontre Raphael Mazoyer / Matthieu Séguéla, Raphael a refusé.

Gérard Martin va téléphoner et écrire à Matthieu pour lui demander de faire un effort vu que le bureau a reconnu ses erreurs.

- **Thaïlande - Yamine Boudemagh** – impossible de joindre Yamine qui est en France. Le procès aura lieu les 4 et 5 février ; Yamine y sera représenté par son avocat.

Gérard écrit à Yamine le message suivant (parti ce jour à 16h25) : *Le Bureau national réuni ce jour te demande instamment de retirer ta plainte contre le journaliste du petitjournal.com... Le Bureau national reste dans l'attente d'une réponse urgente au plus tard pour lundi 29 janvier, 9h (heure de Paris). Merci d'envoyer un mail ou de me téléphoner au 06 81 16 30 33.*

Sans réponse de Yamine dans le délai imparti le Bureau écrira au Bureau et aux adhérents de la section de Thaïlande, aux adhérents des sections d'Asie, au consulat, à l'ambassade et au petitjournal.com pour les informer que l'association se désolidarise de Yamine et lui a demandé de retirer sa plainte.

- **Bade Palatinat** – Un nouveau bureau a été élu, Sidonie Muller n'est plus présidente. Certains adhérents veulent bien adhérer localement mais pas au siège. Philippe Moreau se rendra sur place en tant que membre du Bureau, pour faire connaissance, et aussi pour bien expliquer que dès lors qu'on adhère à une section locale on est de facto automatiquement aussi membre de FdM « Monde ».

♦ **Assemblée générale 2018**

- Il y aura deux intervenants à l'AG (dont la Cimade) et un institutionnel.

- Prévoir une durée de 2 h pour le repas : il est important que les adhérents aient le temps de discuter ;

- Solidarité laïque propose un atelier « sensibilisation à la laïcité et protection de l'enfance »

- Il faut que les ateliers géographiques soient plus cadrés (donner un schéma)

- Pour la soirée festive : plutôt un buffet qu'un dîner. Voir les tarifs au CISP, et étudier la possibilité d'être dans le jardin.

- Une circulaire va être envoyée en février pour rappeler l'AG en précisant les dates des journées d'août 2018 différentes des années précédentes, à savoir du **mercredi au vendredi**.

♦ **Questions diverses**

- Comité de mémoire des Français de l'étranger / projet pour le centenaire : Claudine Lepage va rédiger un courrier à Michèle Malivel pour lui proposer de relayer le projet sur nos réseaux sociaux et notamment avec un site avec un appel aux dons.
- Demande de Monique Cerisier ben Guiga – pour la journée internationale des femmes, Monique demande la diffusion d'un film sur le viol comme arme de guerre. Nous ferons un article pour le site dans notre rubrique « autour des femmes ».

➤ **Dates à retenir :**

- **Prochaines réunions du BN :**

- **vendredi 9 mars à 17h**
- **samedi 21 avril à 10h**
- **samedi 9 juin à 10h**

- **Prochaines réunions du CA :**

- **samedi 10 mars à 10h, au FIAP**

- **AG : vendredi 24 août 2018, au CISP.**